

Zeitschrift: Bulletin des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins, des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen = Bulletin de l'Association suisse des électriciens, de l'Association des entreprises électriques suisses

Herausgeber: Schweizerischer Elektrotechnischer Verein ; Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen

Band: 80 (1989)

Heft: 20

Artikel: Exposé présidentiel = Präsidialansprache

Autor: Martin, Jean-Jacques

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-903727>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Exposé présidentiel

présenté à l'Assemblée générale de l'UCS le 2 septembre 1989 à Interlaken

Jean-Jacques Martin, Clarens

Mesdames et Messieurs

Pour la quatrième fois nous avons le plaisir de tenir notre Assemblée générale à Interlaken, ville qui a acquis une renommée mondiale grâce à son hospitalité exemplaire et ses beautés naturelles. Cependant, en tant qu'«électriciens», nous sommes également frappés ici par une caractéristique supplémentaire qui est la présence simultanée de cours d'eau et de fortes dénivellations, deux éléments indispensables à la production d'électricité hydraulique. Ces deux éléments sont également à l'origine

Kaiseraugst est construit – son emplacement est la France!

de la structure extrêmement fédéraliste de l'économie électrique suisse, car les nombreux emplacements des différentes installations hydrauliques sont d'abord dus à la nature et ensuite seulement aux ingénieurs.

Je ne désire toutefois pas vous inciter à apprécier la charmante ville, située entre les deux lacs de Thoune et de Brienz, en fonction de ses kilowattheures potentiels ou de mesurer la Jungfrau, symbole d'Interlaken, d'après son équivalent

en eau. Je tiens plutôt à vous inviter à jouir tout simplement de cette ville et de sa région avec son décor naturel unique.

Notre Assemblée générale est aussi là pour vous donner l'occasion de retrouver des collègues de

Nous jouissons en effet de la prospérité des entreprises du secteur tertiaire et laissons le secteur secondaire et ses nuisances à nos voisins.

longue date et nouer de nouveaux contacts au sein de la branche. Et Interlaken semble en être le cadre parfait.

Je vous remercie de votre participation et de l'intérêt que vous démontrez ainsi pour l'UCS.

De plus, je tiens à remercier tout particulièrement l'Association

Article sur l'énergie: le compromis proposé par la Commission du Conseil national serait acceptable pour nous.

Suisse des Electriciens et les Services industriels d'Interlaken, qui ont participé à l'organisation et à la réalisation de cette 98e Assemblée générale.

Politique électrique émotionnelle

Lorsque, dans notre culture, nous entendons sonner des cloches, nous ressentons toujours une émotion, car la sonnerie des cloches signale un danger, la fin d'une guerre, la mort ou encore la joie et l'espérance lors d'un mariage. Les cloches qui le 26 juin de cette année ont sonné à Rheinfelden, commune voisine de Kaiseraugst, le glas du projet de la centrale nucléaire ont été une preuve éloquente de l'aspect émotionnel de la politique énergétique actuelle. Une politique énergétique qui, a priori, n'est ni bonne ni mauvaise mais qui, chargée d'émotions et de confusion, est à la fois un échec de notre système démocratique et l'occasion d'un nouveau départ.

La confusion qui règne dans la politique énergétique suisse peut être attribuée en premier lieu à la suractivité politique, suivie avec attention par le public et les médias, et qui nous empêche pratiquement de poursuivre avec persévérance des objectifs précis. Il m'est du reste facile de le prouver, l'économie électrique suisse ayant été confrontée ces derniers mois tout d'abord à l'étude du Groupe d'experts «Scénarios énergétiques», puis à l'arrêt urgent sur l'utilisation de l'énergie et à la Loi sur l'économie électrique, enfin à l'article constitutionnel sur l'énergie et aux recommandations du DFTCE relatives aux structures tarifaires.

En ce qui concerne la force hydraulique, la révision de la Loi sur la protection des eaux doit encore être débattue aux Chambres fédérales. Il convient de relever ici l'existence d'une épée de Damoclès, à savoir l'initiative populaire «Pour la sauvegarde de nos eaux». La modification de l'impôt sur

Adresse de l'auteur

Jean-Jacques Martin, président de l'UCS, administrateur délégué et directeur de la Société Romande d'Electricité, 1815 Clarens.

les installations hydrauliques appartenant aux sociétés de partenaires constitue de son côté un problème juridique, politique et fiscal complexe qu'il sera difficile de résoudre. Un dernier point enfin mais non le moindre: nous aurons, dans le cadre de votations fédérales, à nous prononcer vraisemblablement dans le courant de ces deux prochaines années sur les initiatives du moratoire et de l'abandon – un débat politique qui exigera de nouveau de la branche tout entière un très grand engagement.

Les thèmes abordés ici ne sont toutefois que la pointe de l'iceberg qu'est la politique de l'électricité au niveau fédéral. Plus nombreuses encore sont les propositions touchant à la politique énergétique – et notamment électrique – au sein des Parlements cantonaux, propositions qui, de leur côté, ont une influence sur la politique nationale et sur celle des communes.

Au vu des nombreux champs d'action politiques dans lesquels nous sommes le plus souvent impliqués directement – et dans quelques cas indirectement –, nous devons honnêtement admettre que cet ordre du jour démesuré freine plus qu'il ne motive non seulement les politiciens, mais également nos entreprises. Au lieu de définir une politique énergétique dynamique, la Suisse investit des millions dans des études et des expertises.

Vous connaissez tous la voie dans laquelle nous nous sommes engagés. Face à la situation bloquée de la politique énergétique suisse, nous avons dû augmenter notre dépendance vis-à-vis de l'étranger afin de couvrir nos besoins accrus en énergie. «Kaiseraugst» est construit – son emplacement est la France! Ceci signifie donc que nous transférons des milliards de francs suisses vers la France ou que nous nous payons le luxe de renoncer à une génération entière d'ingénieurs et de techniciens, qui estiment ne plus pouvoir assurer leur avenir dans notre branche et dans ce pays.

Ceci n'est toutefois qu'un des aspects du problème. Il ne faut pas oublier l'aspect moral, qui voit la richesse de notre pays conduire de plus en plus à l'égoïsme. Nous jouissons en effet de la prospérité des entreprises du secteur tertiaire et laissons le secteur secondaire et ses nuisances à nos voisins. Cet abandon d'emplois dans la production pourrait nous coûter cher un jour. A ceci s'ajoute le fait que ces évolutions deviennent finalement irréversibles. Notre branche, exigeant

d'importants capitaux, est un exemple type. C'est ainsi que vers le milieu des années 90, quelque 30 pour cent du parc d'installations nécessaires à la couverture de nos besoins en électricité se trouveront à l'étranger. Il est utopique de croire que cette nouvelle structure de production pourrait être rapidement renversée.

Permettez-moi maintenant d'aborder quelques sujets de politique énergétique qui nous occupent pour l'heure intensivement. Il s'agit:

- de l'article sur l'énergie,
- de la Loi sur la protection des eaux,
- du «centime pour le paysage» et
- de la discussion sur les tarifs en tant qu'incitation aux économies d'électricité.

Article sur l'énergie

Contrairement à ce qui avait été initialement prévu, il est actuellement encore difficile de se prononcer sur l'article énergétique en raison des divergences existant entre la version du Conseil

De même que ce n'est pas l'affaire de la Confédération de prescrire des tarifs aux entreprises d'électricité, ce n'est non plus celle de l'UCS de critiquer une entreprise parce qu'elle s'écarte de ses recommandations. Un commentaire du point de vue de l'UCS me semble cependant nécessaire.

national et celle du Conseil des Etats. Le compromis proposé par la commission du Conseil national serait acceptable pour nous puisqu'il conforte notre opinion selon laquelle la Confédération ne peut être habilitée à limiter l'autonomie tarifaire de chaque entreprise d'électricité. Si cette formulation est choisie pour la version définitive, l'économie électrique ne s'opposera pas à un article constitutionnel sur l'énergie. Un soutien convaincu de notre part exigerait toutefois la clôture définitive du temps des études du genre Scénarios énergétiques ou autre à l'échelon fédéral.

Quel que soit le dénouement du débat autour de l'article énergétique, rien ne changera pour nous, producteurs d'électricité. Car ce n'est pas un article sur l'énergie qui permettra une augmentation de la production, même pas

d'un seul kilowattheure électrique supplémentaire. Notre problème, c'est-à-dire le problème de l'industrie et du secteur tertiaire suisses – mais aussi celui des 2,8 millions de ménages suisses – demeurera, à savoir que dans l'ombre de «Kaiseraugst», la construction de nouvelles centrales en Suisse a pour ainsi dire été stoppée. Comme vous le savez tous, ceci ne concerne pas seulement les centrales nucléaires mais également l'extension de l'utilisation des forces hydrauliques.

Force hydraulique

Il me semble indispensable de m'attarder cette année sur les problèmes de la force hydraulique et de la protection des eaux. Au vu, entre autres, des longues discussions publiques sur l'énergie nucléaire, je soupçonne que bien des politiciens ne se rendent plus compte qu'environ 60% de la production suisse d'électricité sont, de nos jours encore, d'origine hydraulique. La Suisse, pays pauvre en matières premières, occupe ainsi une des premières places mondiales en ce qui concerne sa part élevée d'énergie renouvelable. Dans ce contexte, il ne faut toutefois pas non plus oublier que c'est grâce avant tout à la force hydraulique que la Suisse s'en tire aussi bien en ce qui concerne la pollution atmosphérique, par rapport aux autres pays.

Les toujours plus bruyants opposants à l'utilisation de la force hydraulique pour la production d'électricité devraient une fois s'imaginer ce que cela signifierait pour notre pays de devoir produire, sur quelques rares emplacements centraux, environ 35 milliards de kilowattheures d'énergie électrique par an dans des centrales thermiques classiques fonctionnant au mazout, au gaz ou au charbon. Une région digne de la Ruhr, dans le triangle industriel Zurich, Winterthour et Baden par exemple, en aurait été la conséquence. Car je suis intimement persuadé que nous aurions alors – tout comme les pays voisins – développé des zones de concentration industrielle. Et comme c'est souvent le cas à l'étranger, les régions rurales auraient vraisemblablement aussi été laissées à l'écart du développement. Notre Etat fédéraliste n'aurait sans doute jamais connu l'énorme essor économique des 100 dernières années sans la production décentralisée d'électricité provenant de centrales d'accumulation et au fil de l'eau.

Révision de la Loi fédérale sur la protection des eaux

Comme vous le savez, la révision de la Loi fédérale sur la protection des eaux a pour but de concrétiser sous forme de loi l'article constitutionnel sur l'économie des eaux de 1975. L'article 24bis adopté le 7 décembre 1975 par le souverain et les cantons part du

Le nouveau climat régnant aux Chambres fédérales ne touche toutefois pas seulement les projets futurs, mais également les installations actuelles.

principe généralement reconnu que l'utilisation de la force hydraulique ainsi que la protection des eaux sont des objectifs politiques équivalents. Dans cette optique, les deux postulats peuvent facilement être intégrés aux objectifs de l'économie électrique que sont la «sécurité de l'approvisionnement», la «rentabilité des entreprises électriques» et la «protection de l'environnement».

Avec la remise de l'initiative populaire «Pour la sauvegarde de nos eaux» en octobre 1984, la procédure législative alors en cours a toutefois pris une nouvelle direction, car l'initiative a en effet soudain influencé les débats du Parlement.

On connaît le résultat: des éléments essentiels du texte de l'initiative ont été l'objet des débats aux Chambres fédérales. Il est à craindre que le principe ancré dans la Constitution et selon lequel il s'agit de peser équitablement les intérêts entre l'utilisation et la protection des eaux cède la place à une priorité absolue accordée à la protection. S'ajoutant à l'étude d'impact sur l'environnement exigée pour toute nouvelle centrale hydraulique, le texte législatif adopté par le Conseil national lors de sa session de juin signifie pour ainsi dire la «fin» de la construction d'ouvrages hydrauliques d'une certaine importance.

Debits minimaux

Le nouveau climat régnant aux Chambres fédérales ne touche toutefois pas seulement les projets futurs mais également les installations actuelles. En effet, si les prescriptions concernant les débits minimaux venaient

à être introduites d'après la formule rigide de Matthey, cela signifierait chaque année pour la Suisse la perte de près de deux milliards de kilowattheures d'énergie électrique produits jusqu'à présent. Le fait que ces pertes n'apparaîtraient que peu à peu au cours des 20 prochaines années – à savoir à l'expiration des concessions correspondantes – n'est qu'un maigre réconfort.

Il convient ici de relever clairement le fait que l'économie électrique suisse ne s'oppose pas, a priori, à une augmentation des débits minimaux. Nous sommes également d'avis qu'il faut protéger notre paysage. Nous suggérons toutefois de remplacer la formule rigide de Matthey par une solution prévoyant que chaque cours d'eau soit considéré séparément et que les débits minimaux soient, de cas en cas, fixés au-dessus ou au-dessous de la grandeur de référence de Matthey.

Il est clair que cette solution impliquerait que chaque canton reste habilité à fixer les débits minimaux. A ce propos, ce ne sont pas seulement les prescriptions en question qui sont en cause, mais en fin de compte aussi la confiance accordée à nos 26 cantons. Ils ont jusqu'à présent toujours montré qu'ils étaient à même, sur leur territoire, de peser équitablement les intérêts en jeu entre l'utilisation et la protection des eaux. Il n'y a donc aucune raison de ne plus leur faire confiance.

«Centime pour le paysage»

Avec l'idée du «centime pour le paysage», la révision de la protection des eaux s'est enrichie ces derniers mois d'un nouveau thème – un thème qui soulève des problèmes d'économie énergétique et financiers, et surtout d'importantes questions de droit constitutionnel et de politique.

Qu'est-ce que le «centime pour le paysage»?

Un fonds de compensation devrait permettre de dédommager des communes de montagne financièrement faibles, et ceci sous trois conditions, à savoir d'une part, en cas de renonciation volontaire à un projet de centrale hydraulique, d'autre part, lors de la protection de paysages d'importance nationale et, enfin, en cas d'augmentation des débits minimaux. Ces montants compensatoires seraient financés par une taxe sur l'hydroélectricité fixée initialement à un centime par kilowatt-heure.

A la session de juin 1989, le Conseil national a décidé qu'une taxe de 0,2 centime au maximum par kilowatt-heure serait prélevée sur la production d'électricité d'origine hydraulique, ce qui grèverait d'environ 70 millions de francs par an l'économie nationale suisse.

Ce ne sont toutefois pas particulièrement les conséquences financières qui nous ont amené à nous prononcer de manière critique sur le «centime pour le paysage» dans de nombreuses publications. Ce sont plutôt les problèmes de droit constitutionnel ainsi soulevés et encore non résolus et qui ne manqueront pas de provoquer des réactions des cantons, des partis et des associations économiques. Notre critique porte sur les points suivants:

● Pesée des intérêts

Si la renonciation volontaire à l'octroi de la concession venait à être indemnisée, la pesée des intérêts exigée dans l'article constitutionnel serait par avance bafouée. En d'autres mots: une telle réglementation est en contradiction avec la Constitution. Qui plus est, il s'agirait là d'une prime qui récompenserait l'inaction.

● Violation du principe de l'égalité de traitement

En outre, le dédommagement proposé sort de l'ordre juridique en vigueur. Les bases légales actuelles garantissent déjà une protection suffisante des sites d'importance nationale grâce à la Loi sur la protection de la nature et du paysage et à celle sur l'expropriation. Au cas où il apparaîtrait

L'économie électrique suisse ne s'oppose pas, a priori, à une augmentation des débits minimaux.

indispensable de protéger un paysage de toute intervention artificielle, une conservation formelle peut être imposée. Le lésé a alors droit à un dédommagement. Par contre, avec le «centime pour le paysage», on introduirait l'aléatoire. Car, autant que je puisse en juger, ces montants compensatoires ne profiteraient qu'aux communes et aux cantons

- qui, d'une part, disposent de la souveraineté en matière d'eaux et
- d'autre part, sont financièrement faibles et

– qui, enfin, sont situés en altitude tout en disposant de forces hydrauliques économiquement intéressantes et pouvant donc encore être exploitées.

Toutes les autres communes – même celles qui s'appliquent à sauvegarder le paysage à l'aide de mesures coûteuses – ne profiteraient pas d'un seul centime de ces millions pour le paysage. De plus, la proposition selon laquelle seule la renonciation à l'utilisation de la force hydraulique serait dédommée est arbitraire, car les communes de montagne par exemple seraient aussi dans leur bon droit d'exiger de tous les skieurs un «centime pour le ski» au cas où elles renonceraient à des remontes-pentes, télésièges ou téléphériques éventuels.

● Violation du principe de causalité

Les promoteurs du «centime pour le paysage» se réclament volontiers du principe de causalité, qui exige que toute personne portant atteinte à l'environnement doive en assumer les conséquences; en d'autres termes, qui casse les verres, les paie. Dans le cas présent toutefois, la renonciation à la

On ne peut améliorer les hommes, mais en revanche les appareils dont ils se servent.

construction d'une centrale hydraulique ou l'observation stricte de débits minimaux plus élevés ne portent *aucune* atteinte au paysage. Le consommateur d'électricité aurait ainsi à supporter les conséquences de la sauvegarde du paysage par des tarifs d'électricité plus élevés puisqu'il devrait dédommager les cantons et les communes pour leur manque à gagner dû à la disparition des redevances hydrauliques. Il s'ensuivrait une situation des plus étranges sur le plan juridique, situation dans laquelle l'un des lésés devrait indemniser l'autre lésé. Il en serait pour ainsi dire de même si les automobilistes, après s'être vu interdire le stationnement dans le centre de la ville, avaient à dédommager le manque à gagner dû à la perte de recettes provenant des parcomètres.

● Aucune base constitutionnelle

L'Association suisse pour l'aménagement des eaux a demandé au professeur Peter Böckli de l'Université de Bâle d'établir à ce sujet un avis de

droit. Ce dernier a été chargé d'examiner si une base constitutionnelle est nécessaire ou non au «centime pour le paysage». Le spécialiste du droit public et fiscal est arrivé à la conclusion que le «centime pour le paysage» est un impôt spécial dont l'introduction exigerait une modification de la Constitution. Notre suspicion initiale s'est donc vue confortée, car nous avons, dès le début, soupçonné les Chambres fédérales d'avoir opéré dans un vide constitutionnel. Ces quelques indications vous permettent de voir que l'idée du «centime pour le paysage» est loin d'être mûre pour une décision. Elle ne fait qu'accentuer la confusion dans la politique d'approvisionnement.

Impasse

S'il faut tirer la conclusion de ce qui précède, vous voyez vous-mêmes que pour ainsi dire rien ne va plus du côté de la production. Car, même si cela est difficile à accepter, nous nous trouvons dans une impasse. Actuellement, le débat politique s'anime tout au plus autour de la répartition des recettes et autour des impacts sur l'environnement, le «centime pour le paysage» en fournissant une preuve éloquent. La population et ses élus dans les gouvernements et Parlements doivent toutefois prendre conscience de la menace que ce marchandage politique représente pour l'approvisionnement futur en électricité.

«Oui» à la consommation, «non» à la production

Il est aussi de plus en plus difficile d'expliquer à nos collaborateurs la contradiction quasi grotesque qui existe dans l'esprit de la population, qui consomme allègrement de l'électricité pendant et en dehors des heures de travail et qui conteste la construction de nouvelles centrales. Notre économie nationale marche à plein régime: l'année en cours nous promet de nouveau un taux d'accroissement du produit national brut réel d'environ 3%. Bien qu'étant tous heureux de cette économie florissante, nous n'en devrions pas moins être conscients du fait que près de 70% de l'énergie électrique sont consommés par les entreprises des secteurs industriel et tertiaire. Dans la conjoncture favorable actuelle, il est infondé et même absurde d'espérer une diminution de la demande d'énergie, notamment d'électricité.

Considérons maintenant le secteur des loisirs: la vague de voyageurs qui a de nouveau déferlé sur nous au cours des dernières semaines montre nettement que ce ne sont pas seulement les Suisses, mais la plupart des Européens

Les communes de montagne par exemple seraient aussi dans leur bon droit d'exiger de tous les skieurs un «centime pour le ski» au cas où elles renonceraient à des remontes-pentes, télésièges ou téléphériques éventuels.

qui sont dominés par le désir de consommer. Quel vacancier se trouvant dans une longue file de voitures ou dans un avion se demande si son comportement ne contribue pas également à la destruction de notre environnement? Revenues de leurs vacances, ces mêmes personnes nous donnent de plus ou moins bons conseils sur la meilleure manière de freiner la demande d'énergie et d'électricité. Ni la population, ni bon nombre de politiciens ne tiennent compte du fait que la production d'électricité ne pollue absolument pas l'atmosphère et que l'énergie électrique ne participe que pour environ un cinquième à l'ensemble de la consommation d'énergie de quelque 210 milliards de kilowattheures par an. Il est temps de mettre fin – le plus vite sera le mieux – au «oui» insouciant à la consommation qui accompagne le «non» catégorique à la production.

Economiser l'électricité

A court terme, il ne reste aux diverses entreprises d'électricité – outre le recours accru aux importations d'électricité – qu'une seule possibilité de trancher ce nœud gordien; elle consiste à informer, conseiller et dialoguer avec tous les groupes intéressés aux questions énergétiques. Tout en nous efforçant d'augmenter la production pour la demande future, j'estime évident, voire indispensable d'accorder une importance extrême au thème des «économies d'électricité». Notre credo à ce sujet préconise depuis des années de consommer de moins en moins d'électricité pour une application donnée.

Le problème auquel nous sommes toutefois confrontés et que nous devrions mieux faire connaître est l'augmentation continue du nombre d'utili-

sations qui, dans un proche avenir, n'est pas près de s'arrêter. Les travaux de recherche que Daniel Spreng de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich a publiés récemment viennent confirmer cette prévision dans le secteur important de l'informatique. Dans son étude, il est arrivé, entre autres, à la conclusion suivante – je cite:

«Les appareils électroniques, notamment les ordinateurs représenteront à l'avenir un groupe de consommateurs de plus en plus important de l'économie énergétique. Environ 4% des besoins suisses en électricité (2,5% rien que pour les ordinateurs) sont de nos jours nécessaires à leur fonctionnement. Il se peut qu'en l'an 2000, quelque 10% de la consommation actuelle soient nécessaires. Ces chiffres n'incluent pas la part considérable de la climatisation des locaux où se trouvent les ordinateurs.» Fin de la citation.

Personne ne peut prédire à quel moment cette «deuxième vague d'électrification» s'achèvera. Je suppose qu'elle durera encore un certain temps – du moins assez longtemps pour qu'il vaille la peine d'épuiser tous les moyens possibles et imaginables d'économiser l'électricité dans le secteur des machines, installations et appareils électriques. Cette invitation à mettre le potentiel intellectuel et financier au service de l'efficacité de l'énergie part de la conviction que l'on ne peut améliorer les hommes, mais en revanche les appareils dont ils se servent.

Cette voie me paraît plus prometteuse que les exigences de certains politiciens visant à bouleverser toute la structure tarifaire des entreprises électriques, une mesure qui est actuellement discutée à Zurich par exemple et qui sera bientôt traitée par le Parlement municipal.

Nouvelles structures tarifaires dans la ville de Zurich?

Le changement de tarifs proposé consiste d'une part à supprimer la redevance fixe et, d'autre part, à introduire une progression dans la structure tarifaire. L'UCS, et plus précisément sa Commission pour les tarifs d'énergie électrique, préconise exactement l'inverse – c'est-à-dire le maintien de la redevance fixe et la suppression des tarifs progressifs – dans ses recommandations à l'intention de ses membres. Cette éventuelle prise de position de la

ville de Zurich est d'importance pour l'UCS.

De même que ce n'est pas l'affaire de la Confédération de prescrire des tarifs aux entreprises d'électricité, ce n'est non plus celle de l'UCS de critiquer une entreprise parce qu'elle s'écarte de ses recommandations. Un commentaire du point de vue de l'UCS me semble cependant nécessaire. Les excédents de recettes découlant de la révision tarifaire zurichoise, estimés à 50, voire 70 millions de francs par an, iraient en grande partie dans la caisse municipale. De ce point de vue, il ne s'agit pas d'une mesure dont l'objectif premier est de couvrir un accroissement des coûts. Cette proposition tarifaire s'écarte résolument des recommandations de l'UCS. La suppression des redevances fixes et l'introduction de prix de l'énergie progressifs ne sont pour nous pas acceptables. Ces deux mesures favorisent arbitrairement certains consommateurs d'énergie électrique – tels que les personnes vivant seules, les ménages dont les deux époux travaillent ou les consommateurs raccordés au réseau du gaz – tout

Notre credo préconise depuis des années de consommer de moins en moins d'électricité pour une application donnée..., mais l'augmentation continue du nombre d'utilisations n'est pas près de s'arrêter.

en défavorisant les familles nombreuses, par exemple dont les besoins en électricité dépassent inévitablement le contingent de base fixé à 1200 kilowattheures par an. Nous avons ici un mélange de politique tarifaire, de politique sociale et d'encouragement à la substitution.

Une réglementation analogue est prévue pour l'artisanat et les entreprises du secteur tertiaire qui – toujours selon la proposition – doivent s'attendre à un contingent de base de 2400 kilowattheures par an. Des mesures en faveur d'une modernisation de la production, généralement liées à une consommation accrue d'électricité, seraient donc sanctionnées et le principe reconnu suivant lequel les tarifs doivent se fonder sur des coûts effectifs est de nouveau violé.

Il est certainement justifié de tester dans la pratique l'efficacité de nou-

veaux concepts tarifaires, car il est impossible d'en évaluer par avance toutes les conséquences. Il nous paraît plus raisonnable de tester de nouvelles méthodes sur un échantillon plus restreint. L'UCS suivra attentivement l'évolution des tarifs dans la ville de Zurich et s'intéressera de près aux résultats concrets obtenus.

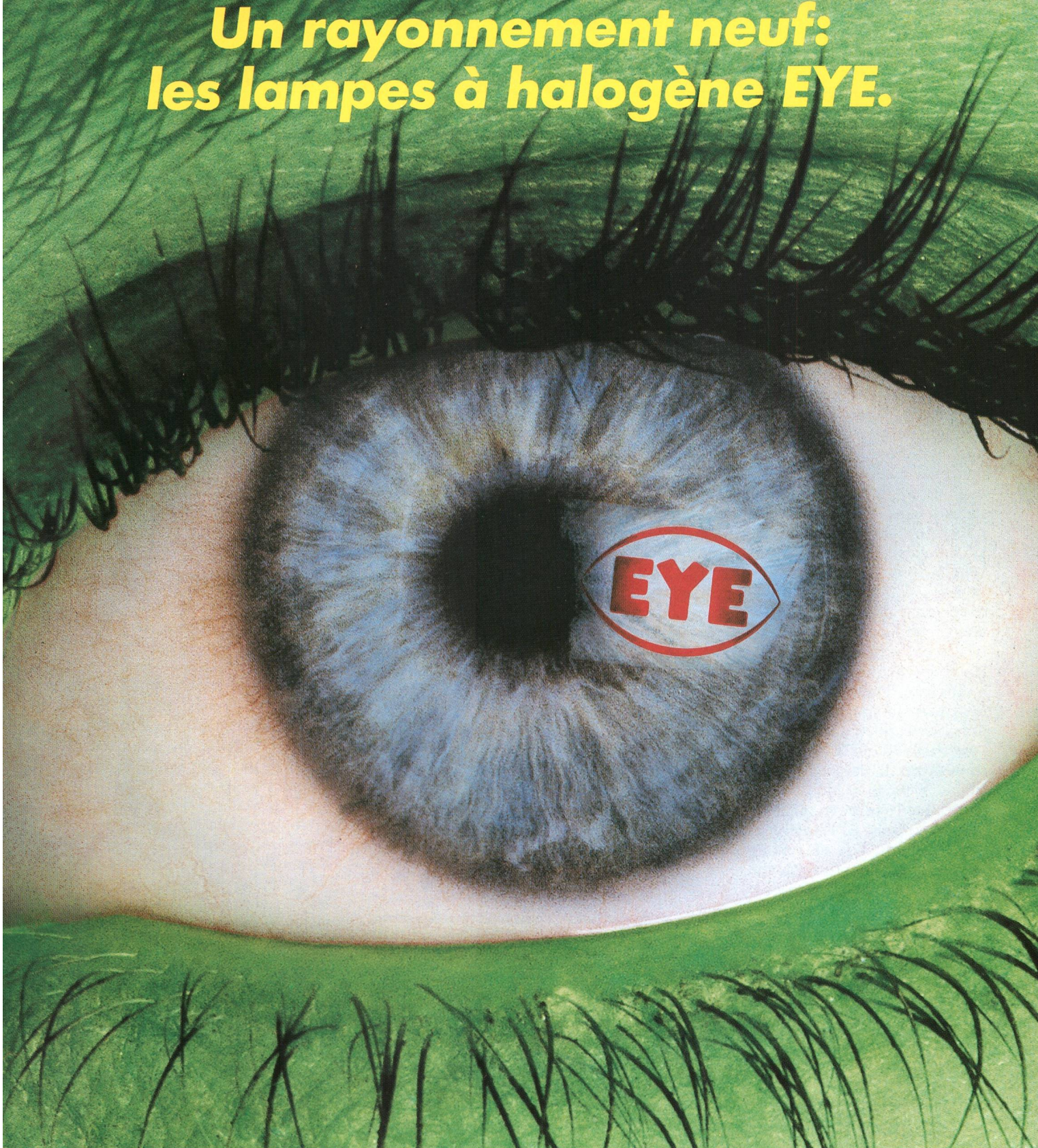
Trois fois «oui»

Me voici arrivé à la fin de mon exposé, qui peut se résumer en quelques phrases essentielles, qui sont:

- Des milieux politiques disent deux fois «non» et une fois «oui», à savoir:
 - «non» à de nouvelles centrales nucléaires,
 - «non» à de nouvelles centrales hydrauliques,
 - «oui» aux économies d'électricité.
- Quant aux consommateurs, ils disent trois fois «oui», c'est-à-dire:
 - «oui» à une consommation accrue à domicile,
 - «oui» à une consommation accrue au lieu de travail,
 - «oui» à une consommation accrue durant les loisirs. Sauront-ils dire «oui» au développement de l'approvisionnement?
- De notre côté, investis d'une véritable mission, nous émettons un triple «oui», entre ces deux pôles. Car nous disons:
 - «oui» à l'énergie nucléaire,
 - «oui» à la force hydraulique et
 - «oui» aux économies d'électricité.

Nous avons cherché à représenter ce triple «oui» par un nouveau logo pour l'UCS, car – en dépit de tous les désagréments – ce triple «oui» traduit notre optimisme. L'ancien sujet, qui entourait les lettres VSE/UCS d'un cercle, désirait symboliser notre esprit de solidarité. Mais n'oublions pas que tout cercle représente une limite qui enferme de nombreuses choses, tout en excluant d'autres. Désirant ne rien négliger pour briser les chaînes idéologiques retenant la politique énergétique actuelle, un logo ouvert nous a paru indiqué. Cet optimisme, de même que le triple «oui» à l'énergie nucléaire, à la force hydraulique et aux économies d'électricité nous seront indispensables pour tenir notre place dans le débat de politique énergétique et pour assurer, aujourd'hui comme demain, un approvisionnement en électricité sûr, suffisant, économique et soucieux de l'environnement.

Un rayonnement neuf: les lampes à halogène EYE.



Les lampes à halogène EYE font rayonner la bonne humeur autour d'elles. Non seulement parce qu'elles éclatent de santé (leur qualité saute aux yeux), mais aussi parce qu'elles ouvrent la voie aux conceptions les plus audacieuses en matière d'éclairage. Oui, les lampes à halogène EYE sont branchées! Elles diffusent une ambiance plus sympathique, qui vous fera voir votre environnement sous un autre éclairage. Et cela pendant longtemps, car leur longévité est exemplaire. Lampes à halogène EYE. La fascination d'une idée vraiment lumineuse! Vous souhaitez en savoir plus? Retournez-nous le coupon ci-contre: nous éclairerons votre lanterne par retour du courrier.

 **Le monde sous un autre éclairage.**

Sprecher Energie Systeme AG · Pflanzschulstrasse 47 · 8004 Zurich-Lochergut · Case postale 818 · Téléphone 01 / 241 22 15 · Téléfax 01 / 242 55 14

Le coupon qui fait toute la lumière sur EYE.

Renseignez-moi sur les atouts éclatants des lampes à halogène EYE.

- Adressez-moi une documentation détaillée.
- Appelez-moi, afin que nous puissions arrêter la date d'un rendez-vous.

Entreprise: _____

Nom: _____

Fonction: _____ Tél.: _____

Adresse: _____

NPA/localité: _____ SEV/VSE

ses SPRECHER
ENERGIE
SYSTEME

Präsidentiansprache

anlässlich der Generalversammlung des VSE vom 2. September 1989 in Interlaken

Jean-Jacques Martin, Clarens

Sehr geehrte Damen und Herren

Zum viertenmal dürfen wir heute unsere Generalversammlung in Interlaken abhalten – einer Stadt, die dank ihrer beispielhaften Gastlichkeit und ihren Naturschönheiten zu Weltruhm gelangt ist. Für uns «Elektriker» wird in Interlaken noch ein zusätzliches Merkmal augenfällig: Es ist das Zusammenspiel von Wasser und Gefälle – beides unabdingbare Voraussetzung für die Nutzung der Wasserkraft zur Stromerzeugung. Das Wasser und das Gefälle sind aber auch verantwortlich für den extrem föderali-

Kaiseraugst ist gebaut – sein Standort ist in Frankreich.

stischen Aufbau der gesamten schweizerischen Elektrizitätswirtschaft, denn die zahlreichen Standorte der einzelnen Produktionsanlagen wurden in erster Linie von der Natur – und erst in zweiter Linie von den Ingenieuren festgelegt.

Damit will ich Sie nun aber nicht dazu auffordern, die liebliche Stadt zwischen dem Briener- und dem Thunersee nach den potentiell vorhandenen Kilowattstunden zu beurteilen oder das Wahrzeichen von

Interlaken – die Jungfrau – nach dem Wasseräquivalent zu bemessen. Vielmehr will ich Sie auffordern, diese Stadt, diese Gegend

Es ist vollkommen unrealistisch zu glauben, diese auslandabhängige Produktionsstruktur werde sich rasch wieder umkehren lassen.

mit ihren einmaligen Naturschönheiten einfach zu geniessen.

Unsere Generalversammlung ist aber auch dazu da, alte Freundschaften zu pflegen und neue Kontakte innerhalb der Branche zu knüpfen. Interlaken scheint der ideale Ort dafür zu sein.

Ich danke Ihnen für Ihre Teilnahme und das damit gezeigte Interesse

Energieartikel: Mit dem von der Nationalratskommission vorgeschlagenen Kompromiss können wir leben.

an unserem Verband. Besonders danke ich dem SEV und den industriellen Betrieben Interlaken für ihre Mithilfe bei der Organisation dieser 98. Generalversammlung.

Emotionalität der Elektrizitätspolitik

Glockengeläut ist in unserer Kultur immer mit viel Emotionalität – mit grosser Gefahr, mit Frieden, mit Trauer für endgültigen Abschied oder mit Lebenszukunft bei Hochzeitspaaren – verbunden. Die Glocken, die am 26. Juni dieses Jahres in der Nachbargemeinde von Kaiseraugst – in Rheinfelden – das «Aus» für das Kernkraftwerksprojekt verkündeten, gaben trefflich Zeugnis für die Emotionen in der gegenwärtigen Energiepolitik. Eine Energiepolitik, die weder a priori gut noch a priori schlecht ist, sondern in ihrer Betroffenheit und Emotionalität sowohl ein Scheitern unseres demokratischen Systems als auch die Möglichkeit eines Neubeginns mit einschliesst.

Die Gründe für die allgemeine Verwirrung in der schweizerischen Energiepolitik sehe ich vor allem im publikums- und medienwirksamen Aktionismus, der es uns praktisch verunmöglicht, einmal festgelegte Ziele mit Ausdauer zu verfolgen. Es fällt mir übrigens nicht schwer, diesen Missstand mit Fakten zu belegen: So hatte sich die schweizerische Elektrizitätswirtschaft in den letzten Monaten mit folgenden Geschäften zu befassen: Angefangen von der EGES-Studie über den vorgezogenen Energienutzungsbeschluss bzw. das Elektrizitätswirtschaftsgesetz bis hin zum Energieartikel und zu den Tarifempfehlungen des EVED.

Im Bereich der Wasserkraft steht die Revision des Gewässerschutzgesetzes auf der Traktandenliste, wobei über diesem Geschäft nach wie vor das Damoklesschwert der Volksinitiative «zur Rettung unserer Gewässer» hängt. Mit der Änderung der Partnerwerkbesteuerung von Wasserkraftanlagen harrt übrigens sowohl hinsichtlich der juristischen als auch der fi-

Adresse des Autors

Jean-Jacques Martin, Präsident des VSE,
Delegierter des Verwaltungsrates und Direktor
Société Romande d'Electricité, 1815 Clarens.

nanzpolitischen Problematik eine überaus komplexe Aufgabe einer Lösung. Und last but not least werden wir in den kommenden zwei Jahren noch über die «Moratoriums- und Ausstiegsinitiativen» abzustimmen haben – eine politische Ausmarchung, die von der gesamten Branche wiederum sehr viel Einsatz verlangen wird.

Die hier angeschnittenen Themenbereiche sind aber bloss die eidgenös-

Genausowenig wie es Sache des Bundes ist, die Tarife der Werke zu diktieren, genausowenig ist es Sache des VSE, einem Unternehmen das Abweichen von Verbandsempfehlungen zu kritisieren. Ein Kommentar aus Verbandssicht scheint mir aber notwendig.

sische Spitze des Elektrizitätspolitischen Eisberges. Noch zahlreicher sind die energie- und vor allem Elektrizitätspolitischen Vorstösse innerhalb der kantonalen Parlamente, die dann ihrerseits wieder auf das nationale Geschehen und auf die Gemeinden ausstrahlen.

Wenn wir die Fülle dieser politischen Aktionsfelder betrachten, in denen wir meistens direkt – und in wenigen Fällen indirekt – betroffen sind, muss man sich ehrlicherweise eingestehen, dass diese Traktandenliste nicht bloss die Politiker, sondern auch unsere Unternehmungen unangemessen belastet. Anstatt eine zielgerichtete Energiepolitik durchzusetzen, bezahlt die Schweiz Millionenbeträge für Studien und Gutachten.

Sie kennen alle *unseren* Weg, den wir wegen der hiesigen, politisch fast ausgeweglosen Situation beschritten: Entsprechend der Bedarfssteigerung vergrösserten wir unsere Auslandabhängigkeit. «Kaiseraugst» ist gebaut – sein Standort ist in Frankreich! Das heisst aber nichts anderes, als dass wir Milliarden von Schweizer Franken nach Frankreich transferieren oder dass wir uns den Luxus leisten, auf eine ganze Generation von Ingenieuren und Technikern zu verzichten, weil sie in unserer Branche, in diesem Land, keine Zukunft mehr sehen.

Das ist aber nur die eine Seite. Es kommt auch noch ein moralischer Aspekt hinzu, der darin besteht, dass unser reiches Land sich immer mehr zum Egoisten entwickelt: Wir genie-

sen unseren Wohlstand im Dienstleistungsbetrieb «Schweiz» und überlassen die mit Emissionen verbundene Güterproduktion anderen Ländern. Dieses Aufgeben von Produktionsarbeitsplätzen könnte uns einmal teuer zu stehen kommen. Kommt hinzu, dass solche langfristigen Prozesse praktisch irreversibel sind. Gerade unsere extrem kapitalintensive Branche ist dafür ein Musterbeispiel: So werden sich ab Mitte der 90er Jahre rund 30 Prozent des zur Bedarfsdeckung notwendigen Anlageparks im Ausland befinden. Es ist vollkommen unrealistisch zu glauben, diese auslandabhängige Produktionsstruktur werde sich rasch wieder umkehren lassen.

Lassen Sie mich nun auf einige politische Geschäfte eintreten, die uns im jetzigen Moment sehr stark beschäftigen. Es sind dies die Geschäfte

- Energieartikel
- Gewässerschutzgesetz
- Landschaftsrappen und die
- aktuelle Tariffdiskussion als Anreiz zum Stromsparen.

Energieartikel

Zum Energieartikel gibt es wenig Neues zu berichten, da der Nationalrat – entgegen dem ursprünglichen Fahrplan – keine Zeit für die Differenzbereinigung zur Kleinen Kammer gefunden hat. Mit dem von der Nationalrats-Kommission vorgeschlagenen Kompromiss können wir leben, da er unsere Auffassung stützt, wonach es keinesfalls Aufgabe des Bundes werden darf, in die Tarifhoheit der einzelnen Elektrizitätswerke einzugreifen. Falls dies in der endgültigen Formulierung gewährleistet bleibt, würde aus unseren Reihen dem Vorhaben «Energieartikel» keine Opposition erwachsen. Für eine wesentliche Unterstützung müsste aber rechtzeitig erkennbar sein, dass EGES- und andere Papierübungen auf Bundesebene abgeschlossen sind.

Wie auch immer die Ausmarchung um den Energieartikel herauskommen wird, für uns Stromproduzenten wird damit keine einzige Kilowattstunde *mehr* elektrische Energie erzeugt. Unser Problem, d.h. das Problem der Schweizer Industrie- und Dienstleistungsbetriebe – aber auch das Problem der 2,8 Millionen Schweizer Haushalte – wird bleiben: Das Problem nämlich, dass durch die Ablehnung von «Kaiseraugst» der Kraftwerksbau im Inland praktisch zum Er-

liegen gekommen ist. Wie Sie alle wissen, gilt dies nicht bloss für die Kernkraftwerke, sondern auch für den Ausbau der Wasserkraftnutzung.

Wasserkraft

Wasserkraft und Gewässerschutz bedürfen dieses Jahr eines ausführlichen Kommentars. Ich hege – nicht zuletzt vor dem Hintergrund der jahrzehntelangen öffentlichen Diskussionen um die Kernenergie – den Verdacht, dass selbst viele Politiker sich nicht mehr darüber Rechenschaft geben, dass gut 60% der inländischen Stromproduktion auch heute noch aus der Wasserkraft stammen. Mit diesem hohen Anteil an erneuerbarer Energie steht unser ansonsten rohstoffarmes Land weltweit auf einem Spitzenplatz. In diesem Zusammenhang darf man auch nicht vergessen, dass wir es vor allem der Wasserkraft zu verdanken haben, dass die Schweiz hinsichtlich der Schadstoffbelastung weltweit vergleichsweise gut abschneidet.

Die immer lautstärker auftretenden Wortführer gegen die Nutzung der Gewässer zur Stromerzeugung sollten sich einmal vorstellen, was es für unser

Der anlässlich der Juni-Session im Nationalrat verabschiedete Gesetzestext der Revision des Gewässerschutzgesetzes bedeutet praktisch das «Aus» für den Bau von neuen, grösseren Wasserkraftanlagen.

Land heissen würde, wenn wir an einigen wenigen, zentralen Standorten jährlich rund 35 Milliarden Kilowattstunden elektrische Energie in Öl-, Gas- oder Kohlekraftwerken produzieren müssten. Ein schweizerisches «Ruhrgebiet» – beispielsweise im Industriedreieck Zürich, Winterthur und Baden – wäre die Folge gewesen. Denn ich bin fest davon überzeugt, dass wir – genauso wie unsere Nachbarländer – industrielle Ballungsräume gebaut hätten; die ländlichen Gebiete wären wahrscheinlich genauso ins wirtschaftliche Abseits gedrängt worden, wie dies im Ausland vielfach der Fall ist. Unser föderalistisches Staatswesen hätte wohl ohne die landesweit dezentrale Stromproduktion aus Speicher- und Laufwerken nie den enormen wirtschaftlichen Aufschwung der letzten 100 Jahre geschafft.

Revision Gewässerschutz-Gesetz

Wie Sie wissen, geht es bei der Revision des Gewässerschutzgesetzes darum, den Wasserwirtschaftsartikel in der Verfassung aus dem Jahre 1975 in einem Gesetz zu konkretisieren. Der

Auch den bestehenden Wasserkraftanlagen weht aus den eidgenössischen Räten ein rauher Wind entgegen.

am 7. Dezember 1975 von Volk und Ständen angenommene Verfassungsartikel 24bis geht vom allseits anerkannten Grundsatz aus, dass sowohl die Nutzung der Wasserkraft als auch der Schutz der Gewässer gleichwertige politische Anliegen darstellen müssen. So gesehen lassen sich diese beiden Postulate nahtlos in unsere Zielsetzungen «Versorgungssicherheit», «Wirtschaftlichkeit» und «Umweltverträglichkeit» integrieren.

Mit der Einreichung der Volksinitiative «zur Rettung unserer Gewässer» im Oktober 1984 bekam das laufende Gesetzgebungsverfahren allerdings eine neue Stossrichtung, denn hinter der Parlamentsarbeit stand plötzlich der Drohfinger dieser Initiative.

Das Resultat ist bekannt: Wesentliche Teile des Initiativtextes haben Eingang in die Diskussionen der Eidgenössischen Räte gefunden. Die Gefahr besteht heute durchaus, dass sich die von der Verfassung her vorgesehene Güterabwägung zwischen Nutzungs- und Schutzinteressen einseitig zugunsten eines absoluten Gewässerschutzes verschiebt. Zusammen mit der Umweltverträglichkeitsprüfung, die für jedes Wasserkraftwerk erforderlich ist, bedeutet beispielsweise der nun anlässlich der Juni-Session im Nationalrat verabschiedete Gesetzestext praktisch das «Aus» für den Bau von neuen, grösseren Wasserkraftanlagen.

Restwasser

Doch nicht bloss den zukünftigen Projekten, sondern auch den bestehenden Anlagen weht aus den eidgenössischen Räten ein rauher Wind entgegen: Sollten die Restwasservorschriften nach der starren Regel von Matthey eingeführt werden, könnte dies

die Schweiz bis zu zwei Milliarden Kilowattstunden bisher produzierter elektrischer Energie pro Jahr kosten. Dass diese Verluste erst in den nächsten 20 Jahren – nämlich nach Ablauf der entsprechenden Konzessionen – und schrittweise eintreten, bleibt nur ein schwacher Trost.

Einen Punkt gilt es hier allerdings deutlich herauszustreichen: Die schweizerische Elektrizitätswirtschaft wendet sich nicht a priori gegen eine Erhöhung der Restwassermengen. Wir unterstützen die Auffassung, dass wir unserer Landschaft Sorge tragen müssen. Dem starren Giesskannenprinzip «Matthey-Formel» stellen wir allerdings unseren Vorschlag gegenüber. Er sieht vor, jedes einzelne Gewässer als separaten Lebensraum zu betrachten. Je nachdem, um was für ein Gewässer es sich handelt, müsste dann die Restwassermenge über oder unter der Messlatte von «Matthey» liegen.

Diese Lösung würde selbstverständlich bedingen, dass die Festlegung der Mindestmengen wie bis anhin bei den einzelnen Kantonen bleibt. Bei diesem Anliegen geht es übrigens nicht bloss um Mindestvorschriften von Restwassermengen, sondern letztlich auch um das Vertrauen zu unseren 26 Ständen: Sie haben bis anhin bewiesen, dass sie durchaus in der Lage sind, auf ihrem Hoheitsgebiet eine ausgewogene Interessenabwägung zwischen der Gewässernutzung und dem Gewässerschutz vorzunehmen. Es gibt keinen Grund, den Kantonen das Vertrauen in dieser Sache zu entziehen.

Landschaftsrappen

Mit der Idee des sogenannten «Landschaftsrappens» wurde in den letzten Monaten die Revision des Gewässerschutzes um ein zusätzliches Thema angereichert – ein Thema, das energiewirtschaftliche und finanzielle Probleme tangiert und vor allem wichtige staatsrechtliche und staatspolitische Fragen aufwirft.

Worum geht es beim «Landschaftsrappen»?

Aus einem Fonds sollen finanzschwache Berggemeinden unter drei Bedingungen Entschädigungen erhalten:

Erstens bei einem freiwilligen Verzicht einer Gemeinde auf ein Wasserkraftprojekt, zweitens bei der Erhaltung schützenswerter Landschaften von nationaler Bedeutung und drittens bei der Erhöhung der Restwassermengen. Finanziert werden sollen diese

Ausgleichszahlungen durch eine Abgabe auf der Hydroelektrizität von ursprünglich höchstens einem Rappen pro Kilowattstunde.

Anlässlich der Juni-Session hat der Nationalrat beschlossen, die Stromproduktion aus Wasserkraft mit einem «Landschaftsrappen» von höchstens 0,2 Rappen pro Kilowattstunde zu belasten. Dieser Ansatz würde bis zu 70 Millionen Franken Abgaben pro Jahr bedeuten.

Es sind aber weniger die finanziellen Auswirkungen, die uns veranlassen haben, in zahlreichen Publikationen kritisch zum «Landschaftsrappen» Stellung zu nehmen. Vielmehr sind es die damit aufgeworfenen staatsrechtlichen Fragen, die noch in keiner Weise geklärt sind und zu entsprechenden Reaktionen der Kantone, der Parteien und Wirtschaftsverbände führen werden. Unsere Kritik ist:

● Güterabwägung

Wenn der freiwillige Verzicht auf Erteilung der Konzession finanziell unterstützt wird, würde die Interessenabwägung gemäss Verfassungsartikel von vornherein untergraben. Mit anderen Worten: Eine derartige Regelung widerspricht der Verfassung. Sie ist nichts anderes als eine Subventionierung des Untätigseins.

● Verletzung der Rechtsgleichheit

Weiter passt die vorgesehene Entschädigung nicht in die geltende Rechtsordnung: Die bestehenden Rechtsgrundlagen gewährleisten schon heute mit dem Natur- und Heimatschutzgesetz und dem Enteignungsgesetz einen ausreichenden

Die schweizerische Elektrizitätswirtschaft wendet sich nicht a priori gegen eine Erhöhung der Restwassermengen.

Schutz der Natur und des heimatlichen Landschaftsbildes. Ist eine Landschaft in so hohem Masse schützenswert, dass es wünschbar ist, sie von jeglichen künstlichen Eingriffen freizuhalten, kann eine formelle Unterschutzstellung durchgesetzt werden. Dabei hat der Betroffene Anspruch auf Entschädigung. Beim vorgeschlagenen Landschaftsrappen wäre es jedoch dem Zufall überlassen, wer im konkreten Fall überhaupt eine Entschädigung erhielt. Soweit ich dies bis heute beurteilen

kann, kämen diese Gelder nur jenen Gemeinden und Kantonen zugute, die:

- erstens über die Wasserhoheit verfügen,
- zweitens finanzschwach sind und
- drittens in höheren Bergregionen liegen und dazu noch wirtschaftlich ausbaubare Gewässer besitzen.

Alle ändern – auch solche, die sich für die Landschaftserhaltung mit kostspieligen Massnahmen einsetzen – würden von diesen Landschaftsmillionen keinen Rappen profitieren. Zudem ist der Vorschlag, die Entschädigung lediglich bei einem Verzicht auf die Wasserkraftnutzung auszurichten, willkürlich, denn mit dem genau gleichen Recht könnten beispielsweise Gemeinden von allen Skifahrern einen «Skirappen» verlangen, falls sie auf vorgesehene Skilifte, Sessel- oder Seilbahnen verzichten.

● Verletzung des Verursacherprinzips

Die Promotoren des «Landschaftsrappens» berufen sich gerne auf das Verursacherprinzip. Dieses verlangt nach heute gültiger Rechtspraxis, dass derjenige, der die Umwelt belastet, für die Folgen der Umweltbelastung auf-

Wir können nicht die Menschen besser machen, sondern bloss die Geräte, welche diese Menschen nutzen.

zukommen hat; anders ausgedrückt: Wer Schaden anrichtet, muss die Zeche bezahlen. Nun wird aber die Landschaft gerade *nicht* belastet, wenn ein Kraftwerk nicht gebaut wird oder höhere Restwassermengen eingehalten werden müssen. Der Stromkonsument würde somit dafür, dass er eine Umweltbelastung unterlässt, über höhere Stromtarife zusätzlich belastet, indem er Gemeinden und Kantone für die Ausfälle an Wasserzinsen zu entschädigen hätte. Wir kämen damit zur eigentümlichen Rechtslage, dass nicht der Verursacher, sondern der Nichtverursacher belastet würde. Das wäre etwa das gleiche, wie wenn die Automobilisten einer Stadt den Ausfall von Parkgebühren entschädigen müssten, nachdem ein generelles Verbot für das Parkieren von Autos in der Innenstadt erlassen worden war.

● Verfassungsgrundlage fehlt

Der Schweizerische Wasserwirtschaftsverband hat von Professor Peter Böckli, Universität Basel, ein

Rechtsgutachten erstellen lassen. Er hatte den Auftrag, zu überprüfen, ob für den «Landschaftsrappen» überhaupt eine verfassungsmässige Grundlage notwendig sei oder nicht. Der Staats- und Steuerrechtler kam dabei zum Schluss, dass es sich beim «Landschaftsrappen» um eine Sondersteuer handelt, deren Einführung eine Verfassungsänderung notwendig mache. Damit hat sich unser von Anfang an gehegter Verdacht erhärtet, dass die eidgenössischen Räte diesbezüglich in einem verfassungsrechtlichen Vakuum operiert haben.

Wie Sie aus den wenigen Hinweisen ersehen können, ist die Idee des «Landschaftsrappens» noch keineswegs entscheidungsreif. Sie trägt nur dazu bei, die Verwirrung in der Versorgungspolitik zu vergrössern.

Sackgasse

Wenn wir das Fazit aus dem bisher Gesagten ziehen, sehen Sie selbst, dass auf der Seite der Produktion praktisch nichts mehr geht – wir befinden uns – so hart es klingen mag – in einer Sackgasse. Im Moment wird auf politischer Ebene bestenfalls noch um die Verteilung der Einnahmen und um die Verteilung der ökologischen Belastungen gestritten, wofür der «Landschaftsrappen» ein beredtes Zeugnis ablegt. Die Bevölkerung und ihre gewählten Vertreter in den Regierungen und Parlamenten müssen sich aber bewusst sein, dass dieses Feilschen die zukünftige Elektrizitätsversorgung gefährdet.

«Ja» zum Konsum – «Nein» zur Produktion

Es wird auch immer schwieriger, unseren eigenen Mitarbeitern den fast grotesk erscheinenden Widerspruch zu erklären zwischen dem, was die Bevölkerung während der Arbeit und ihrer Freizeit an Elektrizität verbraucht und dem, was man versucht zu verhindern – nämlich den Bau neuer Anlagen. So läuft unsere Volkswirtschaft auf Hochtour: Allein das laufende Jahr verspricht wieder eine Zuwachsrate des realen Bruttoinlandproduktes von über 3%. Wir sind alle dankbar für die florierende Wirtschaft – aber man sollte sich dessen bewusst sein, dass gut 70 Prozent der elektrischen Energie in die Industrie- und Dienstleistungsbetriebe fliessen. Es ist einfach nicht plausibel, dass ausgerechnet der Stromverbrauch in einer Hochkonjunktur abnehmen soll.

Oder nehmen Sie den Freizeitbereich: Die Reisewege, die in den vergangenen Ferienwochen wieder über uns hereingebrochen ist, zeigt doch nur zu deutlich die Konsummentalität nicht bloss der Schweizer, sondern der meisten Europäer. Kaum jemand

Mit dem genau gleichen Recht könnten beispielsweise Gemeinden von allen Skifahrern einen «Skirappen» verlangen, falls sie auf vorgesehene Skilifte, Sessel- oder Seilbahnen verzichten.

macht sich – wenn er in einer kilometerlangen Autoschlange steht oder im Flugzeug sitzt – Gedanken darüber, ob sein Verhalten nicht auch dazu beiträgt, dass unsere Umwelt zerstört wird. Frisch erholt wieder zu Hause, geben uns dann die gleichen Leute mehr oder weniger gute Ratschläge darüber, wie man am besten den Energie- und Elektrizitätsbedarf bremst. Unsere Mitarbeiter ärgert, dass die Bevölkerung und viele Politiker nicht zur Kenntnis nehmen, dass die Elektrizitätsproduktion nichts – aber auch gar nichts – mit der Luftbelastung zu tun hat oder dass die elektrische Energie nur etwa ein Fünftel zum gesamten Energiekonsum von gegenwärtig rund 210 Milliarden Kilowattstunden jährlich beisteuert. Das unbekümmerte «Ja» zum Konsum, gepaart mit dem kategorischen «Nein» zur Produktion, muss ein Ende finden – und zwar je schneller, desto besser.

Stromsparen

Kurzfristig bleibt den einzelnen Elektrizitätswerken neben dem vermehrten Bezug von Importstrom nur *eine* Möglichkeit, diesen gordischen Knoten zu durchhauen; sie heisst: Information, Beratung und Dialog mit allen Gruppen, die an Energiefragen interessiert sind. Dass bei unseren Bemühungen um den Ausbau der Produktion für zunehmenden Bedarf das Thema «Stromsparen» einen ganz zentralen Platz einnimmt, ist für mich nicht bloss selbstverständlich, sondern eine absolute Notwendigkeit. Unser Credo hinsichtlich des häuslichen Umgangs mit der elektrischen Energie lautet seit Jahren: pro einzelne Anwendung immer weniger Elektrizität.

Das Problem, vor dem wir stehen und das wir in der Öffentlichkeit noch

stärker verbreiten sollten, ist aber die Tatsache, dass die Zahl der Anwendungen laufend steigt und in absehbarer Zukunft weiter steigen wird. Bestätigt wird diese Prognose im wichtigen Bereich Informatik durch die kürzlich veröffentlichten Forschungsarbeiten von Dr. Daniel Spreng von der Eidgenössischen Technischen Hochschule Zürich. Bei seiner Arbeit ist er unter anderem zu folgendem Ergebnis gekommen – ich zitiere:

«Elektronische Geräte, insbesondere der Computer, werden in Zukunft vermehrt eine energiewirtschaftlich relevante Verbrauchergruppe darstellen. Heute erfordert deren Betrieb etwa 4% des schweizerischen Stromverbrauchs (2,5% allein für Computer), im Jahr 2000 werden es möglicherweise etwa 10% des heutigen Verbrauchs sein. Diese Zahlen schliessen den erheblichen Aufwand für die Klimatisierung der Räume, in denen Rechner stehen, nicht ein.» Ende Zitat.

Wann die Entwicklung dieser «zweiten Elektrifizierungswelle» abgeschlossen sein wird, kann wohl niemand voraussagen. Ich gehe davon aus, dass sie noch eine ganze Weile anhält – auf jeden Fall genügend lange, damit es sich für alle lohnt, im Bereich von stromsparenden Maschinen, Installationen und Apparaten jede nur denkbare Möglichkeit auszuschöpfen. Hinter dieser Aufforderung, das geistige und finanzielle Potential in den Dienst der Energieeffizienz zu stellen, steht meine feste Überzeugung, dass wir nicht die Menschen besser machen können, sondern bloss die Geräte, welche diese Menschen nutzen.

Dieser Weg scheint mir zu einem einiges vielversprechender zu sein als beispielsweise die im politischen Raum stehende Forderung nach einer Umkämpfung der gesamten Tarifstruktur der Elektrizitätswerke, wie sie z.B. in Zürich zur Diskussion steht und die das Stadt-Zürcher Parlament behandeln muss.

Neue Tarifstrukturen in der Stadt Zürich?

Die Stossrichtung der vorgeschlagenen Tarifänderung geht dahin, dass zum einen die Grundgebühr abgeschafft und zum anderen eine Progression in die Tarifstruktur eingebaut werden soll. Nachdem der VSE bzw. dessen Tarifkommission in seinen Empfehlungen zuhanden der Mitgliedwerke genau das Umgekehrte – nämlich die Beibehaltung der Grund-

gebühr und die Abschaffung der Progression – empfahl, ist dieses allfällige Abweichen der Stadt Zürich von Bedeutung für unseren Verband.

Genausowenig wie es Sache des Bundes ist, die Tarife der Werke zu diktieren, genausowenig ist es Sache des VSE, einem Unternehmen das Abweichen von Verbandsempfehlungen zu kritisieren. Ein Kommentar aus Verbandssicht scheint mir aber notwendig. Die veranschlagten Mehreinnahmen durch die Zürcher Tarifrevision von zwischen 50 und 70 Millionen Franken jährlich sollen weitgehend in die Stadtkasse fliessen. So gesehen kann es sich also nicht um eine Massnahme handeln, bei der es primär um die Abdeckung von höheren Kosten geht. Dieser Tarifvorschlag entspricht somit nicht der VSE-Empfehlung.

Neben Verbesserungen im Einklang mit den VSE-Empfehlungen stehen für uns, wie bereits erwähnt, die Abschaffung der Grundgebühren und die Einführung von progressiven Arbeitspreisen quer. Beide Massnahmen begünstigen in ungebührlicher Weise gewisse Abnehmer von elektrischer Energie – Alleinstehende, berufstätige Paare oder Verbraucher, die Gas für die Wasseraufbereitung verwenden können – und benachteiligen z.B. kinderreiche Familien, deren Stromverbrauch notgedrungen über das festgesetzte Basiskontingent von 1200 Kilowattstunden pro Jahr hinausgeht. Es

Unser Credo lautet seit Jahren: pro einzelne Anwendung immer weniger Elektrizität . . . , aber die Zahl der Anwendungen steigt laufend und wird in absehbarer Zukunft weiter steigen.

passiert hier eine Vermischung von tarifarischen Massnahmen, Sozialpolitik und Substitution.

Eine ähnliche Regelung ist beim Gewerbe und bei den Dienstleistungsbetrieben vorgesehen, die – gemäss Vorschlag – mit einem jährlichen Basiskontingent von 2400 Kilowattstunden zu rechnen haben. Massnahmen für modernere Produktion, die meist höheren Elektrizitätsverbrauch bedingen, werden also bestraft und der anerkannte Grundsatz, dass Tarife auf tatsächlichen Kosten basieren sollen, wiederum verletzt.

Feldversuche für die Wirksamkeit neuartiger Tarifkonzepte haben sicher

ihre Berechtigung, da nicht zum voraus alle Konsequenzen abgeschätzt werden können. Es schiene uns vernünftiger, neue Methoden an einem kleineren Versuchsobjekt zu testen. Der VSE wird die Entwicklung der Tarife in der Stadt Zürich auf alle Fälle aufmerksam verfolgen und sich für konkrete Resultate interessieren.

Dreimal «Ja»

Damit komme ich zum Schluss meiner Ausführungen, die etwa in folgenden Sätzen zusammengefasst werden können:

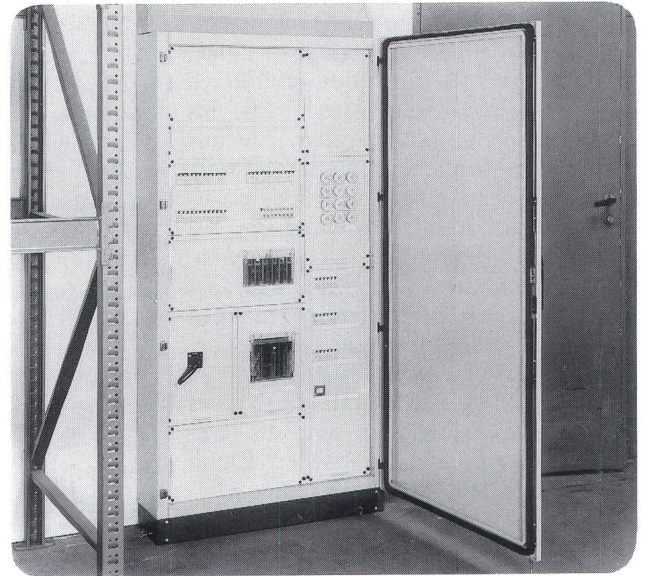
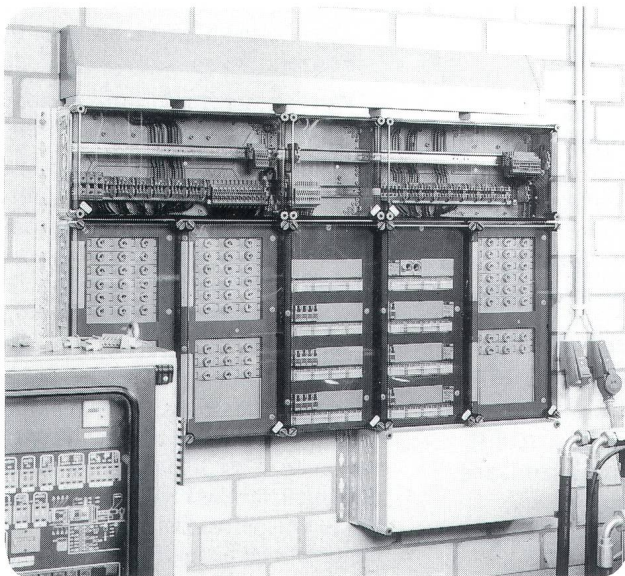
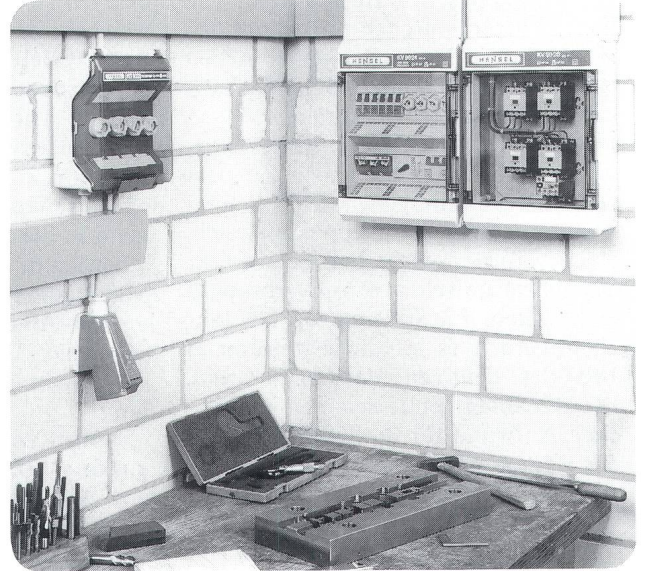
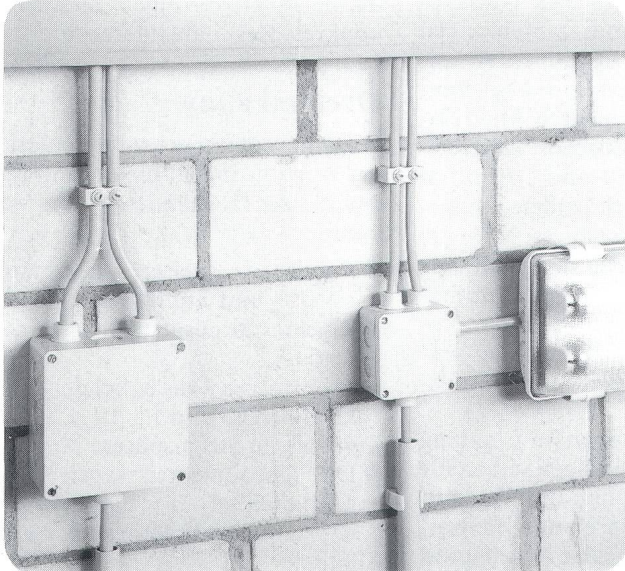
- Politische Kreise sagen zweimal «Nein» und einmal «Ja», nämlich «Nein» zu zusätzlichen Kernkraftwerken, «Nein» zu zusätzlichen Wasserkraftwerken und «Ja» zum Stromsparen.
- Die Konsumenten sagen überwiegend dreimal «Ja», nämlich «Ja» zum Mehrverbrauch im Haushalt, «Ja» zum Mehrverbrauch am Arbeitsplatz und «Ja» zum Mehrverbrauch in der Freizeit.

Werden sie auch zum Ausbau der Versorgung «Ja» zu sagen wissen?

- Als echte Dienstleistungsbranche liegen wir mit dreimal «Ja» zwischen den beiden Polen. Wir sagen: «Ja» zur Kernenergie, «Ja» zur Wasserkraft und «Ja» zum Stromsparen.

Dieses dreifache «Ja», das trotz allen Widerwärtigkeiten unseren Optimismus widerspiegeln soll, haben wir versucht, in einem neuen «Logo» einzufangen. Das 30 Jahre alte Sujet, das die Buchstaben VSE/UCS mit einem Kreis umschloss, wollte unser Zusammengehörigkeitsgefühl symbolisieren. Doch vergessen wir nicht, Kreise sind Grenzen, die vieles einschliessen, gleichzeitig aber auch vieles ausschliessen. Nachdem wir nichts unversucht lassen wollen, um die ideologischen Fesseln, in denen die gegenwärtige Energiepolitik liegt, zu sprengen, schien uns ein offenes, farbiges «Logo» besser. Diese Offenheit – aber auch das dreifache «Ja» zur Kernenergie, zur Wasserkraft und zum Sparen – werden wir dringend nötig haben, um in der energiepolitischen Auseinandersetzung zu bestehen und um weiterhin eine sichere, ausreichende, günstige und umweltfreundliche Elektrizitätsversorgung zu gewährleisten.

Feuchtraum- Elektro- Installationstechnik



Exklusivvertretung für die Schweiz und Liechtenstein:

329



OTTO FISCHER AG

Elektrotechnische Artikel en gros, Aargauerstrasse 2, Postfach, 8010 Zürich
 Telefon 01/276 76 76, Romandie 01/276 76 75, Ticino 01/276 76 77
 Telefax 01/276 76 86, Romandie 01/276 77 63, Ticino 01/276 77 95

Coupon für
 Broschüre «Hensel»
 Otto Fischer AG
 Aargauerstrasse 2
 Postfach
 8010 Zürich

Firma: _____
 zuständig: _____
 Adresse: _____
 PLZ/Ort: _____
 Tel.: _____



Bu